

Bulletin d'histoire politique

Marcel Trudel, Mythes et réalités dans l'histoire du Québec, éditions Hurtubise HMH, Cahier du Québec/collection histoire, Montréal, 2001, 325 p.

Félix Bouvier



Volume 10, numéro 3, printemps 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060803ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060803ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bouvier, F. (2002). Compte rendu de [Marcel Trudel, Mythes et réalités dans l'histoire du Québec, éditions Hurtubise HMH, Cahier du Québec/collection histoire, Montréal, 2001, 325 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 10(3), 203–205. <https://doi.org/10.7202/1060803ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2002

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Marcel Trudel, *Mythes et réalités dans l'histoire du Québec*, éditions Hurtubise HMH, Cahier du Québec/collection histoire, Montréal, 2001, 325 p.

La synthèse de cet ouvrage de l'imposant historien qu'est Marcel Trudel nous amène à retenir d'abord ses aspects politiques au sens contemporain. En effet, tel que l'énonce Louis Cornellier, « Trudel ne résiste pas à la tentation polémique et semble prendre un malin plaisir à égratigner les vaches sacrées du nationalisme canadien-français » (*Le Devoir*, 11 et 12 août 2001). Nous verrons que l'interprétation que fait Trudel de la Défaite (Conquête) de 1760 est tout particulièrement sujette à caution.

Bâti avec des thèmes indépendants les uns des autres, le livre débute par une remise en question de la place occupée par Jacques Cartier parmi les principaux explorateurs de la Renaissance aux ^{XV}^e et ^{XVI}^e siècles, étant donné « ce que font les Espagnols en Amérique du Nord et en Amérique du Sud ». L'auteur convient néanmoins qu'il « lui revient quand même d'avoir découvert un fleuve qui va devenir l'axe essentiel de la pénétration française en Amérique du Nord » (p. 35).

Trudel verse ensuite dans la reconstitution historique théorique. Il se pose la question à savoir si la Nouvelle-France n'aurait pas plutôt dû être développée selon l'axe Tadoussac-Baie d'Hudson? Les impératifs économiques du commerce des fourrures ainsi mis de l'avant font peu de cas de l'impossible peuplement élaboré d'un tel axe. Fort juste est cependant son observation de la chute inévitable de la Nouvelle-France qu'engendre son expansion démesurée au ^{XVIII}^e siècle, de même que la perte en 1713 de territoires stratégiquement fort importants, tel celui de la Baie d'Hudson justement. Nous avons ensuite droit à une reconstitution aussi animée qu'intéressante d'une traversée type de l'Atlantique, en 1741 dans ce cas-ci, depuis Paris et le port de La Rochelle jusqu'à Québec. Le tout révèle une connaissance assurée et approfondie de la France d'ancien régime et de la Nouvelle-France, des habitudes de vie, des métiers pratiqués, des mœurs, des vêtements, etc. La description fort détaillée qui nous est faite dénote une

longue fréquentation des récits de ces traversées. Le développement du thème suivant sur l'installation à demeure de l'immigrant dans la colonie est toutefois beaucoup moins bien réussi, moins vivant.

Puis, Marcel Trudel fait un dur procès à l'intendance de Jean Talon dans cette Nouvelle-France. L'auteur insiste beaucoup sur le peu d'envergure de Talon, sur la courte période où celui-ci est intendant, sur la faiblesse de sa santé, sur sa « fâcheuse habitude de tout trouver facile et prometteur de succès rapides, en outre pour se faire valoir auprès de Colbert, il s'attribue le mérite de diverses initiatives » (p. 110). Trudel met de l'avant que plusieurs d'entre elles reviennent à d'autres dirigeants politiques. Le fait que Talon n'oublie pas son propre profit lorsqu'il est question de commerce est largement mis en évidence. Aussi, Trudel spécifie que, contrairement à certaines idées reçues, Talon n'est pas à l'origine de l'arrivée des filles du roi, tout comme il est celui qui met fin, en 1671, à leur venue. Ces idées amènent l'historien à remettre sérieusement en cause la place de choix donnée à Talon dans notre histoire qui, juge-t-il, « a eu beaucoup de chance en historiographie » (p. 103). Ce faisant, Trudel oublie l'essentiel selon Roland Lamontagne, spécialiste de la Nouvelle-France à l'Université de Montréal pendant plusieurs décennies récentes, pour qui l'œuvre de Talon se situe à l'intérieur d'une « planification méthodique des projets de colonisation intégrale, compte tenu de leurs réalisations » (*Le Devoir*, 20 août 2001). Face à un point de vue aussi révisionniste qu'injuste envers Talon, Lamontagne accuse Trudel de suivre un sillon tracé par les historiens Eccles et Blain, respectivement des Universités de Toronto et de Montréal. À ce sujet, si Jean Blain avait publié quoi que ce soit depuis près de trente ans, peut-être contribuerait-il au débat ?

Le thème suivant, d'abord publié en 1950, traite des projets français quant à un contrôle de New-York au cours de la seconde partie du XVII^e siècle. L'auteur évoque le fait que Talon ait demandé à son roi de prendre New-York (p. 127-128), ce qui honore la vision géopolitique de l'intendant, ce dont il ne traite pas au chapitre précédent...

Par la suite, Trudel remet en place certains mythes relatifs à la Nouvelle-France. Ainsi, la légende de Madeleine de Verchères est ramenée à des proportions réalistes. Aussi, il insiste sur le fait qu'une certaine noblesse est demeurée au Québec après 1763, s'adjoignant naturellement à la couronne britannique. L'historien fait ensuite part de données claires quant à la participation canadienne à l'esclavagisme, « alors un fait social dûment accepté » (p. 175) de la fin du XVII^e siècle, jusqu'au début du XIX^e.

Et arrive ce qui entoure la Conquête de 1760. Trudel prend d'abord bien soin de mentionner qu'il « n'est nullement question de célébrer la défaite des armes françaises sur les Hauteurs d'Abraham en 1759 [...] ». Se retrouver sous

domination étrangère est toujours pour un peuple une tragédie » (p. 209). Bien qu'il semble saisir là l'essentiel, tout ce qui précède (sur le Régime militaire de 1759-1764) et suit ce propos de l'ex-propagandiste de l'école historique de l'Université Laval va dans le sens d'une recherche du moindre détail favorable entourant l'événement majeur. Tant et si bien qu'à la fin de son plaidoyer, Trudel n'en a plus que pour les avantages, parfois fort peu significatifs, qu'amène la Conquête pour les Canadiens qui habitent, à compter de 1763, le Québec.

Ce faisant, Trudel oublie commodément, ou ne veut pas voir, que les conquis seront dorénavant, à tout le moins jusqu'en 1960 et encore aujourd'hui à bien des points de vue fondamentaux, dominés aussi bien économiquement, que socialement et politiquement. Tel que l'énonçait si clairement le penseur de l'école historique de Montréal et du néo-nationalisme québécois, Maurice Séguin, la Conquête militaire de 1760 est en fait une défaite fondamentale de laquelle découle toute la suite de l'histoire des Canadiens, Canadiens français, devenus Québécois. Il ne s'agit cependant pas d'une « catastrophe absolue » telle qu'énoncé par Cornellier qui dénature ainsi la pensée de Séguin. Celui-ci disait d'ailleurs que nous sommes la « nation annexée la mieux entretenue au monde »¹. L'événement fondamental de 1760 est confirmé par l'Acte d'union de 1840 qui annexe et provincialise politiquement une nation jamais par la suite reconnue spécifiquement et juridiquement, puisque mise en minorité. La phrase suivante de Séguin convient particulièrement bien à la pensée historique défendue par Trudel: « Formule commode que cette idéologie fédéraliste qui permet d'escamoter l'essentiel et de ne pas s'apercevoir de l'annexion ! »².

Le chapitre suivant poursuit la même orientation politique biaisée: « En 1778 la France lance un équivoque *Vive le Québec libre!* » (p. 235). Pour Trudel, ce qui se passe chez les Français au cours de la guerre d'indépendance américaine « n'aura été à l'adresse des Québécois qu'un appel sans lendemain comme *Vive le Québec libre de 1967* » (p. 247).

Finalement, l'érudit qui n'en est pas moins Marcel Trudel poursuit par la description réussie de la religiosité envahissante de nos ancêtres. Il ne met cependant pas assez en évidence le fait que la mainmise du clergé canadien-français sur ses ouailles est tout particulièrement forte entre 1840 et 1960. Pour conclure, fort probante est son évocation de la vie de l'élite en devenir dans les collèges et les séminaires de la vallée du Saint-Laurent au XIX^e siècle.

FÉLIX BOUVIER
Historien et enseignant